

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2994
19 décembre 2025
1,50 € • DOM : 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Licenciements, fermetures d'entreprise **Mettre l'économie sous contrôle des travailleurs !**

JEAN-FRANÇOIS MONIER - AFP



Chili

**Le retour de
l'extrême droite**

Page 8

Dermatose bovine

**Les ravages du
virus du profit**

Page 3

Aide à l'enfance

**Catastrophe
programmée**

Page 6

Leur société

- Dermatose bovine: les ravages du virus... du profit 3
- Hôpitaux: un budget de misère 3
- Mutuelles: coûteuses, voire inabordables 3
- Budget de l'armée: c'est déjà l'union sacrée 5
- Les militaires défilent dans les médias 5
- RN et prostitution: salaud sans complexes 5
- Aide sociale à l'enfance: une catastrophe programmée 6
- AESH: pénurie scandaleuse 6
- Éducation: en attendant les remplaçants 6
- Prime de Noël: ce n'est pas un cadeau! 7
- Petits colis: taxes et démagogie 7
- Marseille en grand: Macron en petit 11
- CMA CGM: charité bien ordonnée 11
- Mayotte: la reconstruction au point mort 11
- Tarifs SNCF: les voyageurs tombent sur une hausse 12

Municipales 2026

- Erwan Lebrun à Cholet 4
- Muriel Monchal à Alfortville 4
- Droit de vote pour tous les travailleurs! 4

Dans le monde

- Australie: un massacre et ceux qui l'exploitent 8
- Chili: un succès de l'extrême droite préparé par la politique de la gauche 8
- Bénin: la Françafrique a de beaux restes 9
- Cameroun: exploitation scandaleuse 9
- Portugal: la grève du 11 décembre 9
- Chine-Japon: regain de tension 10
- États-Unis: puces et dresseurs de puces 10
- Mercosur: hypocrisie et division européenne 16
- Algérie: face à la répression, les cheminots mobilisés 16
- Inégalité des richesses: réquisition! 16

Les nôtres

- Notre camarade Tessier 7

Dans les entreprises

- Ynsect - Poulainville 12
- SNCF lignes N et U 12
- SNCF Châtillon 12
- Arkema 13
- Intermarché 13
- Spontex-Beauvais 13
- Voitures thermiques: l'Europe au secours des constructeurs 13
- Constellium Maine-et-Loire 14
- Centre hospitalier du Nord-Mayenne 14
- Sirops Tesseire - Crolles 14
- Safran - Villaroche 14
- Brandt 15
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 15

Il faut mettre l'économie sous le contrôle des travailleurs

Les 750 salariés de Brandt recevront leur lettre de licenciement à Noël. Et combien d'autres, si on prend en compte les entreprises qui ferment sans faire la une de l'actualité ?

Rien que pour l'industrie, après ArcelorMittal, Novasco, Valeo, Forvia, Michelin, Stellantis, Blédina, Teisseire... 165 sites sont menacés depuis septembre, dont beaucoup de PME. Tous secteurs confondus, la CGT a recensé 483 plans de suppression d'emplois sur les 18 derniers mois et plus de 100 000 emplois menacés ou supprimés.

Qui est accusé de cette saignée ? Le « libre-échange », la « concurrence déloyale », la « déferlante chinoise », entend-on. Façon commode de faire diversion en dédouanant de toute responsabilité les actionnaires, le grand patronat et tous ceux qui se sont enrichis pendant des décennies sur le dos des travailleurs !

Ne nous laissons pas tromper : il faut demander des comptes à ceux qui dirigent et ont dirigé ces entreprises et à leurs commanditaires, les grands

actionnaires, les bénéficiaires riches-simes des fonds d'investissement ! Vont-ils, eux, se retrouver au chômage ? Craignent-ils de sombrer financièrement ? Non. En exploitant les travailleurs, ils ont amassé des fortunes et ils vont continuer d'être les maîtres et les premiers profiteurs de l'économie.

Il faut obliger ces capitalistes à payer en continuant de verser tous les salaires et en faisant en sorte que pas un seul de leurs salariés n'ait à franchir la porte de France Travail ! Il faut prendre sur les profits et les dividendes accumulés pour assurer une vie digne à tous les travailleurs !

Tous les partis politiques jurent qu'ils veulent lutter contre la désindustrialisation. À la tête des villes ou des collectivités locales, ils ont tous exactement la même politique que Macron : promettre des dizaines de millions d'aides publiques aux capitalistes pour qu'ils daignent investir en France.

C'est un double gâchis car cela n'arrête pas les fermetures et les licenciements et cela vide les caisses de l'État, alors que celui-ci devrait embaucher et créer lui-même des emplois, ô combien nécessaires, dans la santé, l'aide et les soins aux personnes âgées et dépendantes, dans l'éducation...

L'unique métier des capitalistes, si l'on peut appeler cela un métier, est de faire fructifier leurs capitaux. Ils se moquent autant des travailleurs que d'organiser l'économie de façon rationnelle.

Ils ont transformé la Chine en atelier du monde parce que les bas salaires y rendent l'exploitation plus profitable. Et quand les industriels font fabriquer leurs articles de sport ou leurs téléphones portables en Chine, ils ne trouvent rien à redire à la « concurrence déloyale » !

On parle maintenant de nationalisation comme d'une solution à la désindustrialisation. Mais les travailleurs qui ont connu la nationalisation de la sidérurgie, opérée en 1982, sous Mitterrand, par le gouvernement Mauroy auquel participaient des ministres communistes, en gardent un cuisant souvenir.

Loin de sauver les emplois, ce gouvernement a sauvé les capitalistes, en les débarrassant d'un secteur qu'ils ne jugeaient plus assez rentable. Pour les travailleurs, ce fut la saignée. En vingt ans, les effectifs de la sidérurgie sont passés de 157 000 à moins de 40 000, ruinant des villes comme Longwy en Lorraine ou Denain dans le Nord.



JEAN-FRANÇOIS MONIER AFP

Que l'État dirige à la place des capitalistes ne change rien au fait que l'économie est organisée autour de la recherche du profit, de la propriété privée et de la concurrence et qu'elle impose, à tous, une course folle à la compétitivité.

C'est aussi le problème des coopératives. Celles-ci font la preuve que les travailleurs sont capables de se diriger sans avoir des

actionnaires parasites sur leur dos et c'est pour cela que le grand patronat et les banquiers ne les aiment pas. Mais les travailleurs qui gèrent ces SCOP restent, comme les petits patrons, prisonniers de la jungle capitaliste et de ses règles.

Pour que l'économie réponde aux besoins de tous et ne soit plus guidée par la course au profit et à l'enrichissement illimité d'une minorité, il faut que nous la mettions sous notre contrôle. Cela nécessite d'exproprier les capitalistes et de renverser cet État entièrement au service de la bourgeoisie.

Nous pourrions alors décider ensemble quoi produire, comment et en quelle quantité. Nous pourrions supprimer le chômage en répartissant le travail entre tous. Nous pourrions mettre fin à la concurrence destructrice en coopérant avec les travailleurs des autres pays pour profiter des progrès réalisés par les uns ou par les autres.

Ce n'est pas une utopie car les moyens matériels et technologiques sont là, à portée de main.

Nathalie Arthaud

Dermatose bovine : les ravages du virus... du profit

Depuis des jours, des centaines de paysans bloquent des péages d'autoroutes dans le Sud-Ouest et se rassemblent sur les ronds-points pour exprimer leur hostilité à l'abattage total des troupeaux de bovins touchés par la dermatose nodulaire contagieuse (DNC).

Provenant d'Afrique, cette maladie est arrivée en France en juin 2025. Extrêmement contagieuse mais inoffensive pour l'homme, son taux de mortalité est évalué entre 5 et 10 %, et les bêtes survivantes sont souvent très affaiblies.

Pour éradiquer la DNC, l'État, avec le soutien du principal syndicat de paysans, la FNSEA, a décidé d'abattre systématiquement tout le troupeau dès la première bête infectée et de vacciner les bêtes seulement aux alentours. Cette méthode est préconisée par des scientifiques et des vétérinaires, tandis que d'autres proposent de

privilégier la prévention et la vaccination massive.

L'État préfère la première solution à la vaccination de tous les bovins que revendiquent la Confédération paysanne et la Coordination rurale, deux syndicats minoritaires qui sont en pointe dans ce mouvement. Ses raisons ne sont pas sanitaires, comme il le prétend, mais économiques. Pour l'État, vacciner 16 millions de bovins coûterait trop cher et il manque de vétérinaires pour le faire rapidement.

Quant au dirigeant de la FNSEA, Rousseau, qui justifie l'abattage total au nom de la science, il y a de quoi



Trois cents gendarmes et CRS ont été mobilisés contre les paysans en colère en Ariège.

sourire. Le même s'assoit en effet largement sur les recommandations scientifiques quand il se bat contre l'interdiction du glyphosate, un pesticide dont de nombreuses recherches ont pourtant démontré la dangerosité et la toxicité. Rousseau ne suit les scientifiques que quand cela n'écorne pas les profits des paysans les plus riches et des trusts de l'agroalimentaire.

Si ce même Rousseau, propriétaire de 700 hectares de terres et dirigeant du grand groupe d'oléagineux, Avril, s'oppose à la vaccination générale, c'est parce que, selon les règles du commerce international,

cela ferait perdre le statut « indemne de maladie » aux bovins vaccinés. Cela pourrait rendre impossible pendant plus d'un an les exportations de bovins, ce qui impacterait principalement les intérêts des éleveurs et capitalistes spécialisés dans le commerce international du bétail.

De leur côté, une partie des petits éleveurs craignent que l'abattage systématique ne ruine un peu plus leur ferme, déjà souvent dans une situation financière difficile. Même si l'État rembourse environ 2 000 euros par bête tuée et paie les frais d'abattage, ils perdent en effet des années

de travail, notamment de sélection génétique, car un troupeau est une chose qui se construit, et le temps pour le reconstruire, lui, n'est pas indemnisé.

De plus, l'État, plutôt que d'essayer de les convaincre, a employé la manière brutale en envoyant des cars de CRS chez les éleveurs opposés à l'abattage de leur troupeau.

Les ennemis des petits paysans ne sont pas les scientifiques ni les vétérinaires mais les gros capitalistes de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la grande distribution, ainsi que les dirigeants de l'État.

Arnaud Louvet

Hôpitaux : un budget de misère

L'enveloppe dédiée aux établissements de santé dans le budget de la Sécurité sociale augmentera de 3,3 %, et ceux qui l'on voté s'en félicitent.

Mais cette mesure n'arrêtera pas la dégradation constante du système de santé, au détriment des malades comme du personnel.

La Fédération hospitalière de France, qui représente les directeurs d'hôpitaux, chiffre en effet à 4,5 % l'augmentation qui aurait été nécessaire ne serait-ce que pour maintenir l'état actuel des hôpitaux, qui est déjà bien dégradé. On verra donc en 2026 comme aujourd'hui des malades attendre des heures sur des brancards aux urgences, des services et des hôpitaux entiers fermés et des soignants débordés, obligés de faire face malgré le manque de personnel. La détérioration ne sera même pas enrayée. Les directions continueront à réduire le personnel sous prétexte d'améliorer les performances financières, quitte à se ruiner en recourant

à l'intérim quand il n'est vraiment pas possible de faire autrement.

Cela fait des années que le système de santé est sous-financé, notamment parce que les gouvernements n'ont cessé d'exonérer les entreprises de cotisations sociales. Cette situation ne fait pas que des perdants. La conséquence, outre la détérioration des soins, en est un endettement croissant des hôpitaux, et l'augmentation du montant des intérêts versés aux banques. Aux Hôpitaux de Paris, alors que le budget était à l'équilibre en 2015, le déficit actuel est de 342 millions d'euros et, pour le couvrir, il faut emprunter.

Dans le domaine de la santé, l'État soigne bien mieux les entreprises capitalistes et les banques que les malades.

Daniel Mescla

Mutuelles : coûteuses, voire inabordables

La hausse des tarifs des mutuelles continue sur sa lancée : 6 % en 2025, 8,1 % en 2024, soit 27,4 % en cinq ans !

L'État est le principal responsable de cette inflation car il a fait basculer 12,6 % des dépenses de soins vers les complémentaires santé gérées par les mutuelles, les institutions de prévoyance ou, de plus en plus, par les compagnies d'assurances. Celles-ci bénéficient d'un marché particulièrement lucratif, du fait de la généralisation des complémentaires santé d'entreprise et avec les contrats destinés aux personnes âgées, qui se voient souvent imposer une cotisation ne dépendant pas du montant de leur retraite, mais de leur âge.

Les mutuelles répercutent leurs charges supplémentaires sur les cotisations et devront contribuer pour un milliard d'euros au budget de la Sécurité sociale. En avril, le président de leur association, Éric Chenut, a émis l'idée de restreindre les remboursements sur certains médicaments, sur

les soins dentaires, les prothèses auditives et jusqu'aux culottes menstruelles, de façon à « responsabiliser » les adhérents. Il est vrai que son interview, parue dans le journal *Les Échos*, n'était pas destinée aux ménages qui se saignent aux quatre veines pour payer une mutuelle. Pour une partie de la population, c'est même mission impossible.

En 1988, le gouvernement Jospin s'était vanté d'avoir créé la CMU, couverture

maladie universelle, mais elle n'a jamais rien eu d'universel et il en est de même de la complémentaire santé solidaire (C2S) qui a pris la suite. En effet, pour avoir droit aux soins gratuits, il faut gagner moins de 862 euros par mois, bien moins que le seuil de pauvreté, fixé à 1 216 euros. Au-delà, la C2S devient en partie payante. Ce n'est donc pas une surprise si, parmi les plus pauvres, 12 % ne sont couverts par aucune mutuelle et doivent renoncer à des soins.

Jean Sanday





Le camp des travailleurs

Des listes Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs seront présentes dans plus de 250 villes lors des élections de mars 2026. Pour se constituer, elles font appel au concours de toutes les travailleuses et tous les travailleurs conscients prêts à se porter candidats. Nous présentons ci-après deux camarades qui conduiront une liste, l'une à Cholet, dans le Maine-et-Loire, l'autre à Alfortville, en banlieue parisienne.



PHILIPPE VACHER LE PROGRÈS

Droit de vote pour tous les travailleurs !

À trois mois des élections municipales, les militants de Lutte ouvrière qui sillonnent les quartiers populaires pour s'adresser aux travailleurs et constituer des listes de candidats rencontrent des femmes et des hommes qui souhaiteraient y figurer mais en sont empêchés.

En effet, 5 millions d'adultes habitant en France, dont 3,7 millions qui travaillent, ne bénéficient pas pour autant des droits de ceux qui ont une carte d'identité française. L'État les traite en étrangers même lorsqu'ils participent de longue date à la vie sociale. Par contre, ils sont astreints, comme tous les travailleurs, à payer des impôts, y compris locaux. À l'exception de ceux qui sont originaires des pays de l'Union européenne et peuvent s'inscrire sur une liste électorale complémentaire limitée aux élections municipales, les travailleurs étrangers n'ont pas le droit de vote.

Il fut un temps où la gauche avait promis de leur accorder ce droit en cas de victoire électorale. Arrivé au pouvoir en 1981, le socialiste Mitterrand n'en fit rien, ce qui lui permit de faire la même promesse en 1988, sans l'honorer non plus lors de son second mandat à l'Élysée.

Pourtant, bien plus loin dans le temps, en 1792, lorsque la bourgeoisie française était en lutte contre l'aristocratie et la monarchie, deux révolutionnaires étrangers avaient été élus députés à la Convention : l'Anglo-Américain Thomas Paine et aussi Anacharsis Cloots, natif de Clèves, ville du royaume de Prusse. L'année suivante, la révolution française se dotait d'une Constitution dont l'article 4 stipulait : « Tout

étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard ; tout étranger enfin, qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français. »

De nos jours aucun parti institutionnel, même ceux classés les plus à gauche, n'envisage de donner des droits politiques aux travailleurs immigrés. Ces derniers peuvent bien construire des bâtiments et des routes, s'occuper des malades et des personnes âgées, conduire des bus, fournir les bras nécessaires dans l'agriculture et l'industrie, leur travail peut bien rapporter des fortunes au patronat, ils sont traités en parias dont il faudrait se méfier et limiter le nombre !

Ces travailleurs étrangers contribuent à créer les richesses indispensables à tous. Ils apportent énormément plus à la société qu'une poignée de grands bourgeois français qui sont des parasites du travail humain mais qui votent, s'achètent des médias influents et dictent leurs désirs à ceux qui gouvernent. Comme tous les travailleurs, quelles que soient leur origine, leur langue et leur nationalité, ils ont le droit de diriger la société.

Lucien Déroit

Erwan Lebrun, à Cholet

Dans la ville, l'année a été marquée par la fermeture de l'usine Michelin, où j'ai travaillé pendant des années en 3x8, comme plusieurs camarades sur notre liste LO aux élections municipales. Si je suis à présent bouquiniste ambulant sur les marchés, j'ai été aux côtés de mes anciens collègues de travail dès qu'ils ont appris le plan de licenciements et sont entrés en lutte – avec le renfort de Robert Cersier, notre porte-parole local pendant des décennies, lui aussi ex-Michelin.

L'annonce du projet de fermeture a choqué bien au-delà de Cholet, car rien ne justifiait la mise à la porte des 950

travailleurs... à part la soif de profits des actionnaires du groupe. Pour empêcher leurs 2 milliards de bénéfices par an, ils font fabriquer moins de pneus mais les vendent plus cher, quitte à jeter dehors les ouvriers qu'ils ont exploités, aussi bien ici qu'en Allemagne, aux États-Unis, au Mexique...

À un moment où les plans de licenciements frappent des milliers de travailleurs dans le pays, le combat à Michelin-Cholet a au moins démontré qu'une résistance face à l'offensive patronale est possible et qu'en se dotant d'un comité de lutte, les travailleurs peuvent décider ensemble, démocratiquement, de leurs revendications et des actions à mener.



quement, de leurs revendications et des actions à mener.

Dans cette campagne, nous défendrons l'idée que les travailleurs doivent diriger non seulement leurs luttes mais toute la société. Comme le disait Karl Marx : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Muriel Monchal, à Alfortville

Alfortville est une ville de travailleuses et de travailleurs qui viennent de tous les continents. On vit ensemble dans les mêmes cités populaires, on a tous les mêmes problèmes : travail, fins de mois, logement. On s'entasse dans les mêmes bus et les mêmes RER pour aller travailler.

Certains ont le droit de voter et d'autres non. Certains ont des papiers et, depuis des années, l'État les refuse à d'autres. Pour tous, la vie est de plus en plus dure. Nous formons une même classe sociale et un même camp : celui des travailleurs et c'est ce camp-là qui doit s'unir,

relever la tête et prendre la parole.

Il y a urgence. Nos conditions de vie, de salaire ne cessent de reculer et la précarité d'exploser. Les capitalistes, les généraux et les politiciens à leur service nous entraînent chaque jour un peu plus dans la marche à la guerre. Derrière les guerres, il y a toujours les intérêts et la rivalité entre les groupes capitalistes pour le partage des richesses et des profits. C'est le cas aujourd'hui en Afrique, dans le Proche-Orient ou en Ukraine. Partout où le sol ou le sous-sol contiennent des ressources, c'est



l'horreur pour les peuples entraînés dans des conflits meurtriers et fratricides. Nombre de travailleurs d'Alfortville peuvent témoigner de l'enfer qu'eux ou leur famille connaissent aux quatre coins du monde, et nous serons leurs porte-parole.

Budget de l'armée : c'est déjà l'union sacrée

L'Assemblée nationale, suivie du Sénat, a approuvé à une large majorité l'augmentation de 6,7 milliards d'euros des crédits d'armement, ce qui porterait le budget de l'armée à 57 milliards d'euros en 2026.

Pour l'instant, ce vote est symbolique puisque cette augmentation du budget militaire dépend en dernier ressort du vote du budget général par l'Assemblée, qui n'est pas encore acquis. Mais les déclarations des uns et des autres montrent, s'il en est besoin, que tous sont en fait d'accord pour que le pays se lance dans la course à l'armement et pour défendre l'industrie de guerre : en effet, 411 députés ont voté pour. LFI et le Parti communiste ont voté contre, les écologistes se sont abstenus.

Sans surprise, le Premier ministre Sébastien Lecornu et la coalition gouvernementale ont justifié ce vote par la prétendue menace russe imminente. En fait, tous les

gouvernements occidentaux réarment car ils savent que la concurrence entre eux, la guerre économique pour les ressources et les marchés, menace de déboucher sur la guerre tout court. Les menaces de la Russie et de la Chine ne sont que des prétextes.

Marine Le Pen, au nom du Rassemblement national, a enchaîné, estimant que le président agit dans le bon sens mais ne va pas assez loin, et réclamant plus d'efforts, autrement dit plus d'argent public pour les marchands d'armes, au détriment de l'hôpital et de l'école. Son parti a donc voté pour. En fait, du PS au RN, les arguments sont les mêmes et les discours, plus ou moins

interchangeables : l'effort de guerre doit être accepté au nom d'une prétendue menace étrangère.

Quant à LFI et au PCF, leur opposition à l'augmentation de ce budget militaire n'est en rien une condamnation de la marche à la guerre et surtout des fauteurs de guerre. Édouard Bénard pour le PC et Bastien Lachaud pour LFI se sont tous deux lancés dans une diatribe contre le gouvernement qui braderait l'industrie de défense nationale. Ils lui reprochent tous deux d'être inféodé aux États-Unis et de ne pas assez défendre l'indépendance du pays. Le PCF pleure sur Vencorex, entreprise de la chimie vendue aux Chinois, ou sur la liquidation d'Atos, entreprise d'informatique et « fierté nationale ». C'est vouloir faire croire que, en défendant les capitalistes de



l'armement bien français, ils défendent la souveraineté de la population ou la capacité de « défendre la patrie ». Mais ce ne sont toujours que des capitalistes prêts à faire de l'argent sur la mort, et surtout prêts à envoyer à la mort des jeunes... pour leurs propres profits.

Ces partis clament qu'ils sont pour la paix alors qu'ils s'alignent sur la marche à la guerre. Ils ne sont opposés ni à faire endosser l'uniforme

aux jeunes, ni à accroître les profits des marchands d'armes. Comme leurs prédécesseurs en 1914 et en 1939, ils sont prêts en cas de guerre à se mettre comme un seul homme derrière le gouvernement et les capitalistes « nationaux », au nom de l'union sacrée.

Pour s'opposer à la guerre, les travailleurs ne devront vraiment compter que sur eux-mêmes.

Aline Urbain

Les militaires défilent... dans les médias

Après les discours va-t-en-guerre du chef d'état-major des armées Mandon, c'est maintenant son prédécesseur, le général de Villiers, qui reprend le flambeau.

Avec son nouveau livre, *Pour le succès des armes de la France*, il passe ainsi en boucle dans les médias et a même été invité au journal télévisé de 20 heures sur France 2. À chaque fois, il ressasse le même discours pour se plaindre du manque de moyens pour la guerre.

Sur le prochain budget militaire de 57 milliards d'euros, pourtant en hausse de plus de 10 %, il a déclaré : « Nous ne sommes pas dans cette augmentation majeure qu'il faudrait faire. »

Comme tout boucher de guerre, de Villiers sait que, pour réussir à envoyer la

jeunesse se faire massacrer au combat, il faut mettre la population en condition. C'est pourquoi il insiste autant sur la « préparation morale à la guerre ». Là-dessus, il est intarissable : « Il faut réapprendre aux petits Français à aimer leur pays. Comment voulez-vous vous battre pour votre pays s'ils ne l'aiment pas... Il faut retrouver l'amour du pays, l'amour du drapeau, la terre des pères, la patrie », etc.

Évidemment, il ne va pas expliquer qu'il faudrait se battre pour la soif de profits des puissances impérialistes, à commencer par la France, pour que les capitalistes français aient plus de terres rares, d'uranium et de pétrole et pour qu'ils volent plus de parts de marché aux capitalistes étrangers. Mais c'est quand même bien de cela qu'il s'agit.

Arnaud Louvet

RN et prostitution : salaud sans complexes

Le Rassemblement national va déposer un projet de loi pour la réouverture des maisons closes.

Bardella a défendu ce projet au nom de l'hygiène et de la sécurité. Une maison close, dit-il, serait toujours mieux qu'une cabane au bois de Boulogne.

Ces préoccupations humanitaires et hygiéniques sont des prétextes. Les élus du RN et Marine Le Pen elle-même s'opposent par exemple systématiquement à l'aide aux personnes qui sont dans la rue, et cela qu'elles crèvent de faim ou de froid, qu'elles se droguent, qu'elles se prostituent au coin d'une porte

pour quelques sous, ou que ce soit bien souvent les trois à la fois.

La prostitution est une manifestation du pouvoir de l'homme sur la femme, de celui qui a quelque chose sur celle qui n'a rien, de l'adulte sur l'enfant, de celui qui cogne sur celle qui prend les coups, du fort sur le faible. D'ordinaire, les moralistes bourgeois prétendent combattre cette conséquence de la société d'oppression et, à tout le moins, aider celles et ceux qui en sont victimes,

sans évidemment que cela change grand-chose. Ainsi, en 1946, les maisons de prostitution ont été fermées en France. Et voilà que le RN propose de les rouvrir, pensant sans doute faire parler de lui et espérant que l'idée sera, qui sait, approuvée par certains. Le RN voudrait codifier cette ignominie et, pourquoi pas, en faire une industrie légale, avec investisseurs et perception d'impôts.

Décidément, rien de ce qui est inhumain n'est étranger au parti de Le Pen et Bardella.

Paul Galois

Lisez Lutte de classe,

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 252 (décembre 2025-janvier 2026)

Textes et discussions du 55^e congrès de Lutte ouvrière

- Crises, guerres et recherches d'alliances
- Discussion sur les textes d'orientation
- La situation en France
- Interventions des groupes invités

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



Aide sociale à l'enfance : une catastrophe programmée

Une vidéo montrant un enfant de huit ans tondu par une éducatrice et une émission de télévision dénonçant la prostitution des mineurs ont remis dans l'actualité la situation catastrophique de l'aide sociale à l'enfance (ASE).

La succession, ces dernières années, de récits d'enfants maltraités, de protestations d'éducateurs sans moyens ou de juges sans solution et même de jeunes morts d'avoir été confiés à l'ASE avait finalement débouché sur une enquête parlementaire. Son rapport, rendu le 1^{er} avril 2025, est accablant. Parmi les 400 000 enfants placés à l'ASE, on trouve les trois quarts des 20 000 jeunes qui se prostituent, et la moitié des enfants suivis en hôpital psychiatrique. Une bonne partie d'entre eux deviennent des jeunes adultes sans domicile fixe.

Les parlementaires ont également relevé que le passage par l'ASE entraîne une perte de 20 ans d'espérance de vie et nombre d'autres statistiques aussi révoltantes. En outre, les moyens alloués à cette institution sont tellement réduits que des juges pour enfants se trouvent souvent sans solution de placement et donc contraints de renvoyer l'enfant en danger au foyer même où il est menacé. Les éducateurs sont en permanence débordés et des jeunes gens sont, de fait, laissés à eux-mêmes dans des foyers voire dans des chambres d'hôtel. Les

députés soulignent évidemment que le transfert depuis 1983 de l'aide à l'enfance aux départements, suivi de la réduction constante depuis trente ans des moyens accordés à ces derniers, place l'ASE dans l'impossibilité matérielle de faire face.

Le rapport n'a pourtant eu pour conséquences que de nouveaux discours. Le 1^{er} décembre, le ministre de la Justice Darmamin et sa collègue à la Santé Rist ont annoncé un projet de loi pour refonder la protection de l'enfance. Il devrait être présenté au gouvernement puis aux députés au printemps 2026. « Nous garantirons à ces enfants un véritable projet de vie » peut-on lire dans ce projet. Mais il est spécifié, en préambule, que cette loi n'ouvre pas d'enveloppe

budgétaire spécifique, ce qui réduit à rien les promesses ministérielles.

D'autre part, le 11 décembre, les députés ont voté à l'unanimité des présents un texte garantissant un avocat à chaque enfant soumis à l'assistance éducative. C'est se décharger à peu de frais de leurs responsabilités et soulager aisément leur conscience : l'ASE n'a même pas de quoi fournir un sandwich à chaque enfant placé sous sa garde, alors un avocat...

En France, depuis juillet 2024, douze enfants placés sont morts, des milliers se sont prostitués parfois simplement pour avoir de quoi manger, la plupart ont été maltraités et tous ont peur du lendemain. Dans le même laps de temps, les crédits militaires ont été



Un enfant tondu dans un foyer de l'Aide sociale à l'enfance.

augmentés, les aides aux grandes entreprises poursuivies, les profits des milliardaires confortés.

Ceux qui font les lois et votent les budgets ont certainement une explication à ce curieux paradoxe. Qu'ils essaient donc d'en convaincre les 400 000 enfants placés sous la protection de l'État et donc sous la leur.

Paul Galois

AESH : pénurie scandaleuse

Le 15 décembre une association de parents d'enfants handicapés a saisi la justice administrative. Elle dénonce, dans une dizaine de rectorats, le manque d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH).

L'action est intervenue à la veille d'une journée de grève nationale des AESH, appelée par les syndicats FSU, UNSA, CFTD, CGT, Snalc, SUD. Selon l'association « Une école inclusive pour tous », à la rentrée, plus de 48 700 élèves en situation de handicap restaient sans accompagnement, soit environ 14 % des élèves concernés. « Il manque des AESH partout. Nous sommes les variables d'ajustement des

politiques d'austérité, et nos conditions de travail se dégradent chaque jour davantage », dénoncent les militants syndicaux en Haute-Garonne, où 600 élèves sont privés d'accompagnement. « Les AESH sont souvent des femmes, des mères seules avec des enfants, qui ont des contrats de 25 heures, parfois 28 heures, et gagnent 910 euros net (pour 25 heures) », selon une autre salariée travaillant

à Loos dans le département du Nord.

Les 140 000 AESH n'ont qu'un statut précaire et des salaires pour la plupart inférieurs à 1 000 euros, avec des temps incomplets imposés. Du fait du manque d'accompagnants, les rectorats font pression pour que ceux-ci ne s'occupent des élèves que quelques heures, afin d'en prendre d'autres en charge ensuite, et ainsi de « boucher des trous ». Le résultat est que des élèves ne sont pas aidés dans de bonnes conditions. Ils ne progressent donc pas comme ils le pourraient s'ils avaient une personne à plein temps avec qui se créeraient des liens de confiance. Les parents doivent suivre un vrai parcours du combattant pour que leurs enfants ne soient pas laissés à l'écart et puissent bénéficier d'une éducation, comme tous les autres enfants.

Il est urgent de recruter du personnel en nombre, à hauteur des besoins des élèves en situation de handicap, besoins connus et recensés. La colère des AESH, des parents, et des jeunes handicapés est mille fois légitime.

Aline Retesse

Éducation : en attendant les remplaçants

La Cour des comptes vient de publier un nouveau rapport sur le non-remplacement des enseignants absents. En collège, 9 % des temps d'enseignement n'ont pas été assurés en 2023-2024.



Mobilisation de parents d'élèves à Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis.

Cela s'élève à 11 % dans les établissements des banlieues populaires. De nombreux collégiens arrivent au lycée sans avoir eu de cours de français ou d'anglais pendant un an.

Pourtant, les gouvernements avaient prétendu faire du remplacement des professeurs absents une priorité nationale, une de plus. Ils avaient pour cela mis en place un dispositif (un « pacte ») destiné à inciter les enseignants d'un collège à remplacer leurs collègues absents au pied levé. Mais la charge de travail supplémentaire ainsi que le prix payé n'ont pas convaincu les intéressés. Les enseignants absents ne sont toujours pas remplacés, surtout sur les longues durées.

Le ministère de l'Éducation prétend que le recrutement est en baisse, que les

concours ne feraient plus le plein. Tout cela pour faire oublier les milliers de suppressions de postes depuis des années, et les 4 000 prévisions pour 2026. Il n'y a quasiment plus d'enseignants remplaçants. Le gouvernement fait des économies et ne se donne pas les moyens de payer ces remplacements. Des académies mettent ainsi fin à des contrats d'enseignants précaires faute de budget.

La Cour des comptes, comme d'habitude, préconise de s'en prendre aux salariés : elle veut annualiser le temps de travail des enseignants et les obliger à remplacer sur leur temps de travail les enseignants absents. Elle veut finalement que continuent les économies sur le dos des élèves et des familles.

Aline Urbain



Manifestation d'AESH à Strasbourg en octobre 2023.

Prime de Noël: ce n'est pas un cadeau!

Depuis le 16 décembre, les familles qui survivent avec certains minima sociaux, comme le RSA ou l'ASS, commencent à percevoir la prime de Noël. Alors que la pauvreté grandit parmi les travailleurs, cette prime est loin du compte.

Le montant de la prime varie suivant la composition du foyer. Il est de 152 euros pour une personne seule sans enfant et n'a augmenté que de deux malheureux euros en dix ans. Un couple avec deux enfants aura droit à 320 euros. Pour les quelque 2,2 millions de foyers qui devraient la toucher et pour lesquels chaque euro compte, c'est bien sûr une bouffée d'oxygène bienvenue... qui ne va peut-être pas durer. La prime est en effet dans le viseur du gouvernement, qui envisageait en novembre de la supprimer pour les personnes sans enfant. Farandou, le ministre du Travail, expliquait alors que le pays n'avait pas les moyens de « poursuivre ces politiques de générosité maximale ».

On est pourtant loin des centaines de milliards d'euros versés dans les caisses du grand patronat!

Contraint dans l'immédiat d'abandonner ce projet, le gouvernement affirme tout de même que « le débat reste ouvert pour 2026 ». Mais en parlant de « générosité maximale » et de la nécessité d'arrêter de « récompenser le chômage », ces dirigeants ont un objectif politique : il s'agit de présenter les chômeurs ou les bénéficiaires du RSA comme des profiteurs vivant aux crochets de l'État et donc des autres travailleurs.

En réalité, la prime de Noël, qui avait été instaurée par le gouvernement socialiste de Jospin en 1998, était une réponse faite pour désamorcer la colère des

sans-emploi, qui avaient manifesté et occupé des ANPE, ancêtres de l'actuel France Travail. Ils revendiquaient l'augmentation des minima sociaux et des allocations-chômage.

Cette prime correspond à une vieille ficelle de tous les gouvernements et des patrons. En accordant des chèques-déjeuners, des chèques-vacances ou des primes de ceci ou de cela, ils évitent d'augmenter les salaires et cela leur permet, en plus, de favoriser la division entre travailleurs. L'État ne fait pas autre chose avec la prime de Noël pour les privés d'emploi ou encore la prime d'activité pour les travailleurs les moins bien payés. Il permet ainsi au patronat de continuer à verser des salaires insuffisants pour vivre, habitue tous les travailleurs à se contenter de miettes et peut même s'en servir pour alimenter la division entre eux.

Avec ou sans emploi, boucler son mois avec des primes, c'est à peine survivre. Tous les travailleurs ont besoin d'un emploi et d'un salaire corrects. L'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous avec des salaires décents augmentant en fonction de la hausse réelle des prix doivent être des objectifs communs à tout le monde du travail, qu'il faut imposer en s'en prenant aux gigantesques profits de la classe capitaliste.

Nadia Cantale

Petits colis: taxe et démagogie

Les ministres de l'Économie des pays membres de l'Union européenne (UE) ont décidé de soumettre les petits colis à une taxe de 3 euros minimum à partir du 1^{er} juillet 2026.

Cette mesure vise les colis d'une valeur inférieure à 150 euros qui proviennent des pays hors Union européenne. Comme 91 % d'entre eux proviennent de Chine, l'objectif est clairement la mise en place d'une mesure protectionniste contre la concurrence des plateformes asiatiques comme Shein, Temu ou AliExpress.

Ainsi, pour un colis composé par exemple d'un paquet de bougies et d'un jouet commandé sur une de ces plateformes, il faudra payer 6 euros de taxe (3 euros pour chaque catégorie d'article) en plus du prix de vente et la TVA s'appliquera donc sur une somme plus élevée. Ces prix renchériront et rendront les bougies et les jouets vendus dans les rayons des magasins Leclerc, Gifi, Carrefour... plus intéressants.

Tous ces ministres, et en première ligne Roland Lescure, ministre français de l'Économie, vent debout contre l'entreprise Shein, justifient cette mesure en invoquant la protection des emplois sur le territoire, les questions environnementales ou encore la santé des consommateurs face à des produits ne respectant pas les normes de l'UE.

La réalité est que cela fait des décennies que la production manufacturière s'est fortement implantée



MARGOT LE GONIDECLP

dans les pays d'Asie, qualifiés depuis d'ateliers du monde. Cette internationalisation de la production, orchestrée par les capitalistes de la distribution eux-mêmes, leur a permis de réduire les prix d'achat des marchandises vendues dans les rayons et donc de réaliser davantage de profits. Ainsi, les bougies ou les jouets que l'on trouve dans les magasins des centres commerciaux ou sur Internet proviennent bien souvent des mêmes ateliers de production.

Ce quise joue donc actuellement sur le marché de la distribution est une guerre des prix entre capitalistes européens et chinois. L'absence de droits de douane sur les produits présents dans les petits colis a donné un avantage concurrentiel aux plateformes chinoises. Alors, par la voix des ministres de l'Économie, les distributeurs européens contre attaquent.

Et, comme sur les champs de bataille, c'est la population qui en payera les conséquences.

Joséphine Sina



Manifestation à Paris en 2019.

Notre camarade Tessier

Notre camarade Yves Cottençon, Tessier pour les camarades, vient de décéder à l'âge de 70 ans. Il nous avait connus en 1973, lors du mouvement de la jeunesse sur les sursis militaires, et faisait partie de cette génération de camarades ouvriers connus lors de l'expérience de « Ceux du technique ».

Au milieu des années 1970, Tessier avait travaillé en intérim comme OS dans différentes usines, à Renault Billancourt ou

Citroën Aulnay, avant de rejoindre la Snecma Gennevilliers en 1983, où il a intégré le petit groupe de LO existant sur l'usine.

Toute sa vie militante, il l'a consacrée à se battre contre les injustices subies par les travailleurs de l'usine. Dans son secteur, il a été l'animateur de mouvements sur les salaires ou pour l'embauche d'intérimaires. Il s'est aussi beaucoup investi dans les combats des camarades de la sous-traitance.

Tous ceux qui l'ont connu se souviennent de lui comme de quelqu'un qui s'investissait à fond dans tout ce qu'il faisait. Il était très lié à ses collègues, français ou immigrés, il était respecté et très apprécié. Il aimait tout le monde, sauf les chefs zélés, les cadres aux ordres et les patrons. Les exploiters étaient les ennemis, et avec eux il ne transigeait pas.

Tessier s'est battu jusqu'au dernier moment, y compris contre



la maladie. Ceux qui l'ont vu dans ce dernier combat ont été impressionnés par sa dignité. Il a affronté la mort avec sérénité. Son témoignage dans le film,

« Un groupe trotskyste à la Snecma », projeté à la fête de Lutte ouvrière, était important pour lui en tant que transmission d'une expérience militante.

Australie : un massacre et ceux qui l'exploitent

Un homme et son fils, ont ouvert le feu, dimanche 14 décembre, sur un millier de personnes rassemblées pour célébrer la fête juive de Hanoukka sur la plage de Bondi, à Sydney.

Il ne fait aucun doute que les auteurs de cet odieux massacre ont tiré sur des femmes, des hommes et des enfants, simplement parce qu'ils étaient Juifs, tuant 15 personnes âgées de 10 à 87 ans et faisant au moins 40 blessés. Ils semblent avoir été inspirés par l'État islamique, deux drapeaux de cette organisation ayant été retrouvés dans un véhicule immatriculé au nom du fils. Quelles que soient leurs motivations

exactes, rien ne peut évidemment justifier cet attentat monstrueux.

Alors même que l'enquête n'avait pas encore commencé, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'est empressé de dénoncer la récente reconnaissance d'un État palestinien par l'Australie, supposée, d'après lui, encourager l'antisémitisme, et donc les tueurs. Mais s'il y a bien une politique qui favorise l'antisémitisme, c'est celle que mène

le gouvernement israélien depuis plus de deux ans en écrasant le peuple palestinien et le Moyen-Orient sous les bombes sous prétexte de défendre les Juifs.

Le terrorisme pratiqué par le gouvernement de Netanyahu, utilisant à grande échelle les moyens d'une armée moderne et suréquipée, ne peut que susciter en retour des attentats commis par des gens qui confondent les Juifs et l'État d'Israël, les rendant responsables en bloc de sa politique d'extermination.

Les dirigeants des grandes puissances qui, comme les présidents américains Biden puis Trump, et comme



À Bondi Beach, le 14 décembre.

Macron, ont été complices des massacres commis par Netanyahu depuis le début de la guerre à Gaza, partagent la même responsabilité que lui dans la montée des menaces d'attentats visant des Juifs. Tous engagent les peuples dans une impasse sanglante.

Il est indispensable d'affirmer son opposition viscérale à des tueries comme celles de Sydney. Mais il est tout aussi indispensable d'exprimer une opposition absolue à tous les dirigeants du monde impérialiste responsables de cette plongée dans la barbarie.

Marc Rémy

Chili : un succès de l'extrême droite préparé par la politique de la gauche

Avec 7,2 millions de voix, soit 58 %, José Antonio Kast l'a emporté largement sur Jeannette Jara, l'ancienne ministre du Travail du gouvernement de gauche sortant, qui n'en a recueilli que 5,2 millions (42 %).



Manifestation à Rancagua, au Chili, en 2019.

Le gouvernement de Trump de même que le président argentin Milei ont immédiatement salué l'élection d'un personnage proche de leurs idées. Kast est d'extrême droite, fils d'un ancien soldat de la Wehrmacht membre du parti nazi, et toute sa famille a été liée au régime de Pinochet. En 2017, lors de sa première tentative électorale, il s'était placé dans la continuité de ce régime, parlant même de gracier les tortionnaires de la dictature incarcérés. Puis il a dénoncé

l'explosion sociale de 2019 comme « criminelle ». Lié au mouvement d'extrême droite Vox en Espagne ou à l'Argentin Milei, il a pris position contre l'avortement, la « théorie du genre », les droits des femmes en général.

Pour cette campagne, Kast a voulu mettre de côté sa sympathie pour l'ancienne dictature et a axé sa campagne sur la lutte contre la criminalité et l'immigration. Il est allé admirer la mega prison de Nayib Bukele, le président autoritaire du Salvador, où

40 000 détenus sont enfermés dans des cages comme des animaux. Il a promis des expulsions massives de migrants, parlé d'installer grilles et fossés à la frontière nord. Il a prévenu qu'il couperait drastiquement dans les budgets publics.

Comme malheureusement dans bien des pays, les idées réactionnaires progressent donc au Chili. Mais la cause de la défaite de la gauche est surtout à chercher du côté... de la gauche elle-même. Sa candidate, Jeannette Jara, est membre du Parti communiste. La droite s'en est servie pour agiter la peur du rouge, alors que Jeannette Jara n'avait vraiment rien pour effrayer la bourgeoisie. À la tête d'une coalition allant jusqu'au centre, elle a même déclaré lors d'une interview que, si elle était élue, elle suspendrait son adhésion au parti. De l'autre côté, aux yeux des couches populaires, elle a incarné surtout la continuité avec le gouvernement précédent qui, élu dans la foulée de la révolte sociale de 2019, a déçu toutes les attentes. En effet sous ce gouvernement rien n'a vraiment changé : la pauvreté n'a pas diminué et la crise du logement s'est amplifiée. Même le système de retraite par capitalisation individuelle, haï par la population, et dont les manifestants exigeaient l'abrogation, est toujours en

place. Ce système qui profite aux groupes financiers avait été instauré par la dictature de Pinochet.

Dans ces élections, la gauche a accepté que l'essentiel du débat politique porte sur les thèmes mis en avant par les grands médias et par l'extrême droite : l'immigration, surtout d'origine vénézuélienne, et la délinquance. Jeannette Jara a accusé les médias d'avoir « inventé une peur collective, contrôlé l'esprit des gens », mais elle a suivi le mouvement. Lors du dernier grand débat télévisé face à Kast, la candidate « communiste » s'est placée sur le même terrain, proposant, si elle était élue, d'organiser cent opérations policières massives dès les cent premiers jours de son mandat et de construire cinq nouvelles prisons. Concernant la crise du logement, dramatique pour toute une partie de la classe ouvrière, les deux candidats sont tombés d'accord sur la « solution » : mettre fin par la force aux occupations illégales.

La révolte sociale de 2019 s'était prolongée par un mouvement massif d'occupation de grandes propriétés foncières par des familles sans solution. On compte aujourd'hui au Chili près de 1 500 lieux d'occupation « illégale » de terrains, soit 50 % de plus qu'en décembre 2019. Sur cette question, quelques jours

encore avant le scrutin, le gouvernement de gauche a montré, de quel côté il se plaçait. À la demande des propriétaires fonciers, un tribunal ayant décidé l'expulsion de 4 000 familles qui occupaient 215 hectares de terrains privés sur une colline à côté de la ville de San Antonio, au sud de Valparaíso, le gouvernement de gauche a accepté cette décision. Ces familles, arrivées après 2019, s'étaient organisées en une quarantaine de coopératives et le bidonville originel avait pris peu à peu l'apparence d'une vraie ville de 14 000 habitants. Suite à cela, le gouvernement s'est borné à exproprier – contre indemnisation aux propriétaires – une centaine d'hectares pour construire, plus tard, des logements destinés à une partie des familles expulsées.

Après le mouvement populaire de 2019 qui avait débouché sur l'installation du gouvernement Boric, cette gauche au pouvoir a mené les aspirations populaires dans l'impasse et, en fait, ouvert un boulevard à la droite et à des nostalgiques de la dictature. Il faut constater aujourd'hui que le mouvement populaire, s'il se renouvelle, devra se méfier comme de la peste de ce genre de faux amis et se donner les moyens de s'opposer aux vrais maîtres du pays pour leur disputer le pouvoir.

Antoine Ferrer

Bénin : la Françafrique a de beaux restes

Dans la matinée du 7 décembre, au Bénin, un groupe de militaires est apparu à la télévision pour annoncer le renversement du président Patrice Talon. Ils ont été rapidement délogés par des forces loyalistes, appuyées par l'armée française.

L'aviation nigérienne aussi est intervenue, guidée par un avion du renseignement français, et des forces spéciales françaises, basées en Côte d'Ivoire, ont mené directement des opérations au sol pour aider à faire la chasse aux mutins.

Cette tentative de coup d'État n'est pas surprenante, tant le régime de Patrice Talon est détesté. Élu en 2016, et réélu en 2021 à 86 % au premier tour d'une élection boycottée par les électeurs, le président est un homme d'affaires prospère. Il a fait

fortune en accaparant les entreprises publiques que l'État a privatisées dans les années 1990, devenant en 2015 la 15^e fortune d'Afrique francophone. Il contrôle désormais le secteur du coton. En août 2022, Patrice Talon s'était fait chaudement applaudir à l'université d'été du Medef, en affirmant que la démocratie « conduit à l'anarchie ». Et, en effet, la chasse aux opposants, et même à tous ceux qui le critiquent, est féroce. Le droit de grève et de manifestation n'existe pas.

La tentative de coup d'État a donc suscité un peu d'espoir mêlé d'inquiétude à Cotonou, la capitale, où des tirs et des explosions ont duré toute la journée du 7 décembre. Mais dans un contexte de crise économique aiguë, dans un des pays les plus pauvres du monde, c'est surtout l'indifférence qui a dominé. Le chômage et l'inflation frappent les classes populaires, et même la faim est répandue parmi les travailleurs. L'État a mis en retraite anticipée plus d'un millier de fonctionnaires. Dans la zone économique de Glo Djibè près de Cotonou, que le régime présente partout comme un modèle de développement, les ouvriers sont embauchés comme stagiaires pendant



Soldats à la télévision nationale le 7 décembre.

huit mois, avec une petite indemnité, et doivent se battre pour leurs conditions de travail. La crise économique est aggravée par la fermeture des frontières avec le Niger, depuis le coup d'État qui a eu lieu dans ce pays en juillet 2023. Certains produits du quotidien ont vu leurs prix doubler. Celui du litre d'huile est passé de 900 à 1 500 francs CFA. Nombre de petits commerçants sont ruinés.

La dernière intervention française d'ampleur dans le

pays remonte à 1977, quand le président français Valéry Giscard d'Estaing avait envoyé son mercenaire Bob Denard et ses troupes mater un régime insuffisamment docile à son goût. Depuis, l'influence française s'est réduite dans la région, l'armée française ayant été chassée du Mali, du Burkina Faso et du Niger. L'État français, qui a sauvé la mise au dictateur-président Patrice Talon, s'accroche à ses derniers restes d'empire colonial.

Michel Tinas

Cameroun : exploitation scandaleuse

Plusieurs ONG accusent La Compagnie fruitière, une entreprise française spécialisée dans la production de bananes en Afrique, d'imposer des salaires et des conditions de travail exécrables dans les plantations de sa filiale au Cameroun.



Les travailleurs de la banane employés par cette filiale, PHP (Les Plantations du Haut-Penja), travaillent 12 à 15 heures par jour, payés 90 euros par mois pour 240 heures de travail.

Ces travailleurs sont sans arrêt exposés aux pesticides, y compris au moment du passage des avions chargés de les déverser au-dessus de la plantation plusieurs fois par mois. « Quand on lave les bananes, on verse des produits dans les bacs, on est censé travailler avec des gants, mais plein de gens n'en avaient pas, ou les gants se déchiraient » ; « Quand l'avion passait, notre chef ne voulait pas qu'on se mette à l'abri. » Les ONG ont repéré sur ces plantations plusieurs pesticides interdits en Europe.

La Compagnie fruitière se présente volontiers comme une simple entreprise familiale, soucieuse des « droits humains » et de l'environnement, mais elle est devenue au fil des années une véritable multinationale. En 2023, elle était à la tête de 12 700 hectares de culture de fruits et légumes, en particulier en Afrique, de quatre terminaux portuaires dédiés à leur acheminement en Europe et d'une compagnie maritime. Elle est devenue le premier employeur privé du Cameroun et le deuxième de la Côte d'Ivoire, le numéro deux européen des ventes de fruits et légumes, et elle exploite 22 500 travailleurs de par le monde. Jérôme Fabre et sa famille, les descendants du fondateur de l'entreprise, sont à la tête d'un patrimoine professionnel estimé à 170 millions d'euros en 2019.

Ces héritiers n'ont pris que la peine de naître au bon endroit, et leur fortune a été volée aux travailleurs de la banane !

Valérie Fontaine

Portugal : la grève du 11 décembre

Le 11 décembre, le Portugal a connu sa plus grande grève depuis douze ans. À l'appel des deux principales confédérations syndicales, la CGTP et l'UGT, trois millions de salariés ont cessé le travail et manifesté contre le « paquet » des attaques qui les visent.



Manifestants à Lisbonne.

La réforme du code du travail prévue par le gouvernement de droite de Luis Montenegro projette de généraliser la précarité, autorisant le recours à des contrats courts, voire très courts, pour tous les secteurs ou encore à la sous-traitance pour remplacer des travailleurs licenciés. Dans les entreprises de moins de 250 salariés, les patrons seraient autorisés à licencier sans avoir à fournir la preuve d'une faute de la part du

salarié. La flexibilité des horaires pourrait aller jusqu'à 50 heures de travail hebdomadaire sans paiement d'heures supplémentaires. Quant au droit de grève, il serait largement limité par un service minimum obligatoire étendu à des secteurs comme les crèches, les maisons de retraite et même l'alimentation.

Cela inscrirait dans la loi ce que le patronat pratique déjà largement. Sur les 5,6 millions d'actifs, près

de 900 000 travailleurs sont au salaire minimum, fixé à 870 euros au 1^{er} janvier 2025 et tous les salaires sont tirés vers le bas. La hausse des prix et la crise du logement ont fait exploser le nombre de travailleurs pauvres, à la rue ou occupant des garages ou des cabanes dans des bidonvilles, comme à Lisbonne où ceux-ci se multiplient.

Le 11 décembre, des cheminots, des soignants, des conducteurs du métro à Lisbonne ou à Porto, mais aussi des travailleurs du privé, comme ceux de la zone industrielle de Setúbal, à une quarantaine de kilomètres de Lisbonne, ont arrêté le travail. Les manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de grévistes, parmi lesquels de nombreux jeunes travailleurs, dans plusieurs villes du pays.

Montenegro a tenté de minimiser la grève, parlant de « participation insignifiante » tout en s'empressant de dire qu'il était ouvert au dialogue avec les dirigeants syndicaux. Mais, quelles que soient les discussions futures entre le gouvernement et les directions syndicales, les travailleurs ont pu mesurer leur force.

Nadia Cantale

Chine-Japon : **regain de tension**

Depuis plusieurs jours, la presse multiplie les reportages illustrant les tensions croissantes entre le Japon et la Chine, et présente cette dernière comme une menace.

Ce regain de tensions date de début novembre, quand la nouvelle Première ministre japonaise Sanae Takaichi a expliqué qu'une éventuelle opération militaire chinoise contre Taïwan constituerait une « menace existentielle » pour le Japon et pourrait donc justifier une intervention des troupes nippones, censées depuis 1945 n'être que des « forces d'autodéfense ».

Sanae Takaichi a tenu de tels propos pour affermir sa position politique au Japon même. Mais si elle s'est servie de Taïwan, c'est que cette île, à 120 kilomètres du Japon, est depuis longtemps au cœur des rivalités entre les puissances de la région. Quand, en Chine, on évoque le Japon, tout un passé de colonisation et de massacres refait surface. Ainsi, c'est après une défaite militaire de la Chine face au Japon en 1895 que Taïwan devint pendant cinquante ans une colonie nipponne. Les révoltes anticoloniales furent nombreuses et la répression japonaise féroce. L'un de ces

massacres coloniaux fut, en 1930, celui de plusieurs milliers d'aborigènes de Taïwan, une des ethnies de l'île, l'armée japonaise coupant des têtes par centaines et usant d'armes chimiques. En 1937, les troupes japonaises envahirent la Chine continentale, où elles multiplièrent les exactions sur les populations. Cette occupation dura jusqu'à la défaite en 1945 de l'armée japonaise par les troupes nationalistes du Kuomintang alliées à celles du Parti Communiste chinois de Mao et soutenues par l'armée américaine. C'est à cette date que le Japon évacua Taïwan.

En 1949, défait par les armées de Mao et la révolte paysanne, le Kuomintang, ce parti honni de massacreurs d'ouvriers et de paysans, trouva refuge à Taïwan. Soutenu par l'impérialisme américain, il put faire sécession de la Chine continentale. La petite Taïwan de 20 millions d'habitants fut alors la seule Chine reconnue par l'Occident. Quand, dans les années

1970, l'impérialisme américain renoua avec Pékin, un statu quo s'élabora : l'impérialisme reconnaissait, sur le papier, que Taïwan et la Chine continentale n'étaient qu'un seul pays, que Taïwan n'était pas indépendante, mais Pékin tolérait qu'elle le soit de fait.

Depuis, quand l'impérialisme occidental veut faire monter la pression contre Pékin, il met en avant la question de la reconnaissance officielle de Taïwan. En retour, Pékin n'hésite pas à faire vibrer la corde nationaliste dans sa population en menaçant Taïwan. Mais le régime de Pékin n'est jamais allé au-delà des déclarations et des manœuvres militaires parce que, en face de lui, il n'a pas seulement Taïwan, mais l'armée américaine, ses porte-avions et ses bases. Derrière ces forces se profilent celles des alliés des États-Unis, le Japon, les Philippines, la Corée du Sud, et même dans une certaine mesure la France, l'Australie, le Royaume-Uni, qui participent régulièrement aux manœuvres navales dans la région. L'impérialisme occidental ainsi



Têtes de rebelles aborigènes de Taïwan coupées par l'armée japonaise en 1930.

rassemblé entend bien que ses intérêts et ses positions ne soient pas remis en cause par une Chine dont la puissance monte.

Profitant de l'occasion, Pékin a répondu aux propos de la Première ministre japonaise que « *quiconque osera entraver l'unification de la Chine se heurtera à une riposte cinglante* ». Mais, concrètement, le régime chinois n'a pu que se lancer dans de nouvelles manœuvres militaires en mer de Chine et s'en prendre à quelques artistes japonais dont il a interdit le spectacle,

ainsi qu'aux fruits de mer nippons, interdits d'importation.

La mer de Chine et la question de Taïwan font partie de ces points chauds soigneusement entretenus par l'impérialisme occidental depuis des décennies pour maintenir sa domination. Faire passer la Chine pour l'agresseur comme le fait la presse occidentale fait partie d'une politique consistant à conditionner les populations contre le nouveau concurrent et potentiel ennemi chinois.

Serge Benham

États-Unis : **puces et dresseurs de puces**

Lundi 8 décembre, Donald Trump a autorisé la vente de puces Nvidia américaines en Chine, changeant pour la énième fois de politique en la matière.

Nvidia brevète, fabrique et commercialise 90 % des puces indispensables pour l'intelligence artificielle. Portée par le boom de ce secteur, l'entreprise vaut désormais 4 500 milliards de dollars

en Bourse. Pour éviter que cette énorme bulle financière ne se dégonfle ou, pire encore, qu'elle n'éclate, Nvidia doit étendre son marché. Or il n'y a pas de marché plus prometteur que l'immense

Chine, son développement technologique rapide, son économie dirigée et ses paiements garantis par un État féroce.

Mais vendre en Chine des puces dernier modèle revient à favoriser l'émergence de concurrents redoutables pour les entreprises américaines. C'est aussi, selon les opposants démocrates de Trump, permettre à la Chine de s'armer efficacement et, partant, affaiblir les États-Unis dans la confrontation qui s'annonce.

Le dirigeant de Nvidia ne s'embarrasse pas de telles considérations, même si son entreprise est par ailleurs engagée dans le financement de l'intelligence artificielle américaine. Il lui faut vendre ses marchandises tout de suite, y compris la corde pour se pendre. En revanche, L'État américain et

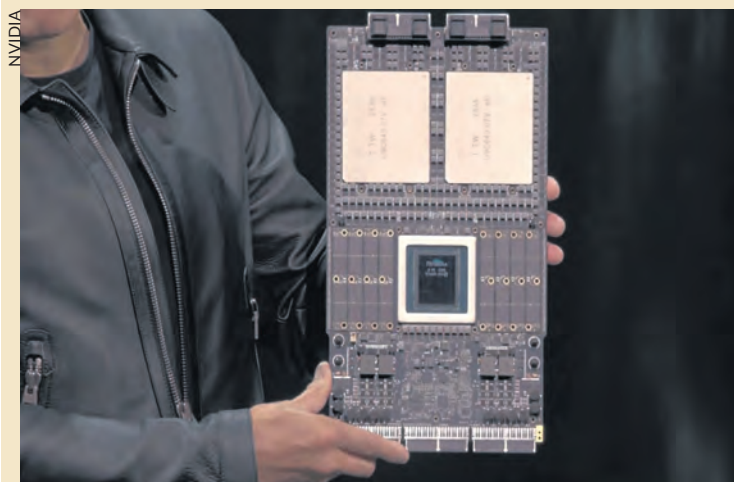
ses présidents se doivent, en théorie, d'être responsables pour l'ensemble de la classe capitaliste. Ainsi, en 2022, le président Biden avait interdit l'exportation de puces Nvidia dernier cri en Chine, forçant l'entreprise à en fabriquer de moins puissantes, exclusivement pour ce marché. Trump a commencé dans la même voie et il a confirmé l'interdiction en avril 2025, puis l'a levée en l'assortissant d'un impôt spécial. À ce stade, l'État chinois en avait interdit l'importation pour favoriser la recherche et la production locales, montrant des hésitations et des contradictions tout comme son homologue américain, mais démontrant aussi qu'il pouvait résister à la pression.

Finalement, l'entreprise chinoise de puces Moore Threads a été lancée

vendredi 5 décembre à la Bourse de Shanghai, levant immédiatement un milliard de dollars, dans la perspective de concurrencer Nvidia. Puis le président Xi a autorisé un certain nombre d'entreprises chinoises à acheter les puces Nvidia qui leur sont aujourd'hui nécessaires. Enfin, le 8 décembre, Trump a confirmé la levée de l'embargo, suite, dit-il, à une discussion avec Xi. Le président américain a toutefois spécifié que cela ne concerne pas les puces de dernière génération et qu'il compte bien collecter un gros impôt sur ces transactions. La suite au prochain épisode...

L'intelligence artificielle, ou prétendue telle, loin d'être un remède à la stupidité naturelle du capitalisme, en est un nouveau carburant.

Paul Galois



Une dernière réalisation de Nvidia.

Marseille en grand : **Macron en petit**

Venu à Marseille en 2021 pour lancer un plan « Marseille en grand », puis en 2023 où il avait lancé l'opération « Place nette » dans la cité de La Castellane, Emmanuel Macron était de retour ce mardi 16 décembre, et a débattu dans l'entrepôt « solidaire » de la fondation CMA CGM.

Macron est aussi allé inaugurer un nouveau commissariat dans les 13^e et 14^e arrondissements, visiter l'extension d'un nouveau bâtiment à la prison des Baumettes et le chantier de la gare Saint-Charles souterraine.

L'accent était mis sur

les moyens concernant la police, la justice, la prison pour lutter contre le trafic. Ainsi, sur les sommes promises, une partie a servi à faire venir 300 policiers supplémentaires à Marseille et onze nouveaux magistrats ; deux millions d'euros sont destinés à

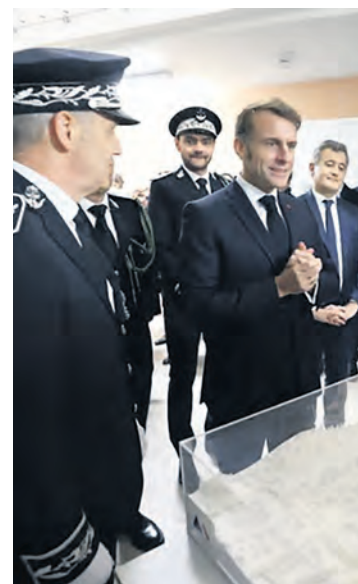
installer 154 caméras de vidéosurveillance supplémentaires. Mais cette volonté répressive ne résoudra pas les problèmes.

L'ensemble des problèmes, de la pauvreté, du délabrement de nombreux logements, à la disparition des services publics dans les quartiers pauvres, de la nécessaire réhabilitation des écoles à l'insuffisance criante des transports en commun, n'a pas été pris en compte. Si des travaux ont bien été engagés ils ne sont

pas à la mesure des besoins.

En fait la politique de restriction des services publics et des subventions aux associations s'oppose aux objectifs affichés par le Président de la République. Les employés du service pénitentiaire pour l'insertion-probation, par exemple, ont manifesté contre le manque de personnel. Et les efforts de modernisation de l'école se réduisent en fait à des mesures expérimentales.

Correspondant LO



NICOLAS VALLAURI

CMA CGM : **charité bien ordonnée**

Rodolphe Saadé, multimilliardaire propriétaire et dirigeant de la CMA CGM, troisième armateur mondial, pose au patron social.

Mardi 16 décembre, il accueillait Macron à Marseille, devant 250 lecteurs

de La Provence, le quotidien du groupe, pour évoquer les questions sociales

et même « sociétales ». Le raout se donnait dans les locaux d'un entrepôt solidaire financé par la CMA CGM, abritant des associations qui offrent des repas aux Marseillais dans le besoin. L'entrepôt aurait coûté six millions d'euros à l'armateur qui, par ailleurs, a également fourni des conteneurs et des fournitures à l'épicerie solidaire des étudiants marseillais. Dans le même temps, l'entreprise accordait une prime équivalant à trois semaines de salaire et une augmentation de 1,3 % à, dit-elle, l'ensemble de « ses » salariés. Devant un tel afflux de

bontés patronales, d'accolades présidentielles et d'articles de presse élogieux, on peut tout de même rappeler quelques chiffres.

L'augmentation de salaire en question est moindre que la hausse des prix. Le cumul des primes accordées au personnel, qu'on peut estimer à dix millions d'euros, représente une infime partie du bénéfice de l'entreprise, 1,7 milliard d'euros cette année, entièrement à la disposition de Saadé. Qui plus est, cette générosité ne concerne que 3 900 salariés sur les 160 000 travailleurs que l'armateur exploite de par le monde.

De la même façon, les aides de la CMA CGM aux associations charitables sont une goutte d'eau comparées à l'océan d'argent public perçu grâce aux multiples aides, cadeaux, dégrèvements et lois particulières inventés par les gouvernements au fil des années. Le seul fait de calculer l'impôt de l'armateur selon la taxe au tonnage, et non selon le droit commun de l'impôt sur les sociétés, entraîne une perte de plusieurs centaines de millions, voire de plusieurs milliards d'euros certaines années.

Paul Galois



PA

Mayotte : **la reconstruction au point mort**

Le 14 décembre 2024, le cyclone Chido dévastait l'île de Mayotte, département le plus pauvre de France. Un an après, la reconstruction n'est qu'une promesse à laquelle les habitants ne croient plus.

Dans les écoles les travaux n'avancent pas. Les trois quarts fonctionnent encore avec des rotations pour tenter d'offrir quelques heures par jour d'enseignement aux enfants, et 9 000 d'entre eux ne sont pas du tout scolarisés. L'eau courante y est coupée un jour sur deux, et impropre à la consommation le reste du temps. Les enseignants d'un collège et leurs 1 900 élèves peuvent ainsi passer huit heures sans accès à des sanitaires.

Sans incinérateur ni filière de recyclage, les 10 000 tonnes de déchets générés par le cyclone, chargés de métaux lourds

et autres polluants, ont infiltré les sols et les nappes phréatiques, mettant en danger la santé des habitants pour les décennies à venir. À l'hôpital, le service de gestion du matériel n'est toujours pas opérationnel. En conséquence, des fournitures aussi indispensables que des alèses jetables ou des seringues intraveineuses sont régulièrement en rupture de stock. Enfin, faute de matériaux de construction, dont les prix flambent, et en raison des problèmes d'assurance, bien des maisons ont encore de simples bâches en guise de toit.

La ministre des

Outre-Mer, Naïma Moutchou, en visite sur l'île, s'est contentée de lancer un « comité de suivi » pour surveiller l'avancée de tous ces chantiers urgents. Mais le budget nécessaire, lui, se fait toujours attendre. Sur les 100 millions d'euros votés au mois de mars, à peine 30 ont été débloqués. Car, affirme la ministre : « on ne peut pas faire n'importe quoi dans l'utilisation de l'argent public ».

Si pour les chantiers utiles à la population tout est très lent et compliqué, les patrons de l'île se voient accorder une exonération de cotisations avec six mois d'avance sur la date initialement prévue. En bon serviteur des capitalistes, l'État a le sens des priorités.

Tania Lemel



ANNABELLE DJERIBI - MSF

Bidonville de Kaweni après le passage du cyclone, en décembre 2024.

Ynsect – Poulainville : des centaines d'emplois supprimés par les cafards patronaux

Le tribunal de commerce d'Évry a prononcé le 1^{er} décembre la liquidation judiciaire du groupe Ynsect. Ceci intervient malgré toutes les promesses du patron, de plusieurs ministres et de Xavier Bertrand, le président de la région Hauts-de-France, autour du développement plein d'avenir de cette start-up de la biotechnologie verte.

Présentée comme un symbole du renouveau industriel du pays, cette entreprise, principalement implantée près d'Amiens, a employé jusqu'à 400 salariés dans la production de protéines à base de larves d'insectes, des scarabées, destinées à l'alimentation animale. En 2018, plusieurs ministres ont assisté à l'inauguration de ce qui

n'était que le lancement des travaux de construction de l'usine. Dans la « bataille de la bioéconomie », Ynsect a alors été érigée en start-up novatrice aux allures de prochaine licorne, qui allait, soi-disant, créer de nombreux emplois pérennes et promettait de rapides retours sur investissement.

Des capitaux en mal de placements spéculatifs et

beaucoup d'aides publiques affluèrent. Mirent la main à la poche : la Banque publique d'investissement (Bpifrance), la Caisse des dépôts et consignations qui paya les locaux, la région Hauts-de-France (770 000 euros), Amiens-métropole (77 000 euros). Auxquels s'ajoutèrent les 20 millions d'euros de l'Europe donnés à la société norvégienne partenaire d'Ynsect. La somme totale reste un mystère. Mais la production de protéines n'a jamais vraiment commencé sur le site principal qui a été utilisé comme sous-traitant et faire-valoir de l'autre

atelier, situé à Dole. Ne reste donc à présent que ce dernier et ses douze employés.

Lors d'un rassemblement pour protester contre les licenciements, les salariés ont exprimé leur colère à l'annonce du nom du repreneur de ce site plus rentable. Pour seulement 75 000 euros, c'est une nouvelle société créée par... Antoine Hubert, l'ancien patron d'Ynsect ! De plus, elle emploie l'ancien ministre de l'Agriculture qui avait inauguré et chaudement soutenu l'entreprise liquidée !

Les scarabées, parasites de certaines céréales, peuvent au moins



servir sous forme de farines à nourrir les animaux d'élevage. Les patrons sont de purs parasites destructeurs de l'économie et de la société, nourris par l'argent public et la complicité des politiciens.

Correspondant LO

SNCF lignes N et U : non aux sanctions !

La direction des lignes SNCF de région parisienne N et U a demandé des sanctions choquantes contre des cheminots : sept d'entre eux ont reçu des demandes d'explication, et quatre ont déjà été mis à pied provisoirement.

Cette attaque qui vise des militants CGT d'une équipe de contrôleurs, prend pour prétexte des messages publiés sur un groupe WhatsApp privé. De la part de la direction, l'intention de se

débarrasser de militants actifs du syndicat de Versailles et de l'Union locale est évidente. S'il est un peu nouveau qu'elle se serve de propos privés pour demander des sanctions, il est clair

que l'entreprise ferroviaire a entamé depuis quelque temps une politique bien plus répressive, visant les travailleurs en général, et les militants en particulier. Dans le contexte de la mise en concurrence, il lui faut imposer ses cadences et ses nouvelles organisations du travail.

Dans certains secteurs, la direction convoque pour

un oui ou pour un non les travailleurs pour des demandes d'explication, par exemple pour avoir dit un mot trop fort à un chef. En 2024, plusieurs militants syndicaux avaient été mis à pied pour des comportements prétendument excessifs lors de réunions du CSE, selon le jugement des directeurs.

L'offensive de la SNCF

est dans la même veine que celle menée par l'ensemble du patronat. Pour elle, il faudrait que les travailleurs acceptent sans réagir, et sans même protester, des conditions de travail sans cesse dégradées. Mais un premier rassemblement de soutien aux travailleurs attaqués était déjà prévu pour vendredi 19 décembre.

Correspondant LO

SNCF – Châtillon : l'opération Castex a fait plouf

Le tout nouveau patron de la SNCF, Jean Castex, avait prévu une visite le 10 décembre au technicentre de Châtillon, en banlieue parisienne, où sont entretenus les TGV Atlantique.

Castex espérait rouler dans la farine les cheminots pour mieux faire passer des attaques comme celles qu'il a déjà lancées contre

les travailleurs de la RATP quand il était leur patron.

Dommage pour lui, le 5 décembre se tenait une assemblée générale d'une

trentaine de cheminots, ceux qui conduisent les rames sur le site (RD) et ceux qui les déplacent entre le site et la gare Montparnasse (CRML). Ils étaient mobilisés contre les conditions de travail dégradées, la menace d'une réorganisation défavorable de leurs services et des sanctions injustes visant certains collègues.

Apprenant la venue du nouveau PDG, ces travailleurs décidèrent de se mettre en grève ce jour-là pour se faire entendre en allant l'accueillir. Pour éviter que l'opération de communication de Castex ne se retourne en coup de colère des cheminots, la direction a déprogrammé sa venue. Pour démobiliser, elle a aussi assuré qu'aucun projet de réorganisation n'était d'actualité, promesse bidon qui n'a pas suffi à désamorcer la grève dans les deux services, le mercredi 10 décembre.

Les grévistes sont allés interpeller la direction et se sont adressés à leurs collègues de la maintenance qui subissent les mêmes problèmes de salaire, de sous-effectifs et de conditions de travail dégradées.

Satisfaits d'avoir torpillé la visite de Castex, ces cheminots sont bien décidés à ne pas se laisser faire quelles que soient les attaques que la direction est en train de préparer.

Correspondant LO

Tarifs : les voyageurs tombent sur une hausse

La SNCF prétend avoir peu augmenté le prix des billets TGV depuis plusieurs années. En réalité, selon les données de l'Autorité de régulation ferroviaire, compilées par la FNAUT, une association d'usagers, entre 2017 et 2023, le tarif moyen au kilomètre a augmenté de 8 % pour les trains Inoui mais de 68 % pour les Ouigo, censés au départ être bon marché.

Quant aux billets TER, les gouvernements ont fait miroiter que, en conséquence

de l'ouverture à la concurrence, leurs prix, dorénavant fixés par les régions, allaient baisser. En fait, ils augmentent partout. Dans les Hauts-de-France, la région les a relevés de 4,5 % en 2024 et de 5,5 % en 2025. Dans les Pays de Loire, la région applique depuis juillet 2025 une hausse de 10 % du prix du billet et de 15 % celui de l'abonnement TER, un triste record national.

De quoi transporter d'indignation les voyageurs.

Christian Bernac



Débrayage de nuit à Châtillon en 2024.

Arkema : en grève pour les salaires

Le jeudi 11 décembre, jour des négociations sur les salaires, les treize sites du groupe Arkema se sont mis en grève à l'appel de la CGT.

À l'usine de Pierre-Bénite, dans la banlieue de Lyon, l'annonce de la direction (1,2 % d'augmentation de salaires avec un minimum de 35 euros) a été perçue comme une insulte. Les grévistes ont décidé, lors d'une assemblée générale le vendredi 12, de reconduire la grève jusqu'au lundi 15 décembre. La majorité des autres sites de production, dont ceux de Marseille, Saint-Auban, Serquigny, Mont, Feuchy, ont pris la même décision.

C'était aussi une façon de faire un pied de nez à la direction, qui affirmait que « la grève serait plénière vendredi

midi ». Ces propos arrogants ont réussi à convaincre ceux qui hésitaient de continuer la grève.

À Pierre-Bénite, la grève, interrompue le 15 décembre après-midi, est repartie dès le lendemain. L'idée d'être parmi les seuls à avoir repris le travail, alors que dix sites étaient encore en grève, était insupportable pour une partie des travailleurs. Et la direction, qui est venue faire pression, s'est joliment fait envoyer sur les roses.

Il faut dire que, dans cette usine, les motifs de mécontentement ne manquent pas. En octobre, la direction a annoncé la fermeture

d'une fabrication et un plan de suppression d'emplois allant bien au-delà des effectifs concernés par la fermeture. Une assemblée générale avait alors réuni plus de 150 personnes, et trois ateliers s'étaient mis en grève à plusieurs reprises. Les grévistes voulaient montrer à la direction qu'ils n'entendaient pas se laisser faire sans réagir et qu'ils voulaient se faire respecter !

En octobre comme aujourd'hui, c'est l'arrogance de la direction qui a déclenché la colère. Depuis, le feu couvait sous la cendre et l'incendie pouvait repartir à tout moment. C'est chose faite.

Correspondant LO

Intermarché : le loup déguisé en agneau

Le groupe Intermarché s'est offert une jolie publicité, abondamment relayée par les médias et les réseaux sociaux.

On y voit un gentil loup qui devient végétarien pour se faire des amis. Surfant sur la sympathie déclenchée par son petit conte de Noël, le PDG du groupe, Thierry Cotillard, a étalé sur les plateaux télévisés son patriotisme et son savoir-faire, à l'en croire quasiment artisanal. Le film d'animation a été fabriqué sans recours à l'intelligence artificielle et par un studio bien français. Quant aux peluches à l'effigie du loup gentil, elles sont bien sûr « made in la France

européenne » : pas question de les faire fabriquer en Chine ! Pour compléter cette auto-louange, les premières peluches, a affirmé le PDG, seront offertes aux enfants malades.

Le groupe Intermarché, qui comprend aussi Netto et depuis peu Auchan, n'a pourtant pas fait fortune en cuisinant des carottes bios. S'il pouvait afficher en 2024 un chiffre d'affaires de 32,7 milliards d'euros, en hausse de plus de 7 %, c'est d'abord grâce à l'exploitation

des 150 000 travailleurs dans ses différentes marques. Bas salaires et temps partiels imposés sont leur quotidien et font les profits du groupe. Le 3^e distributeur alimentaire de France a également profité de la flambée des prix alimentaires depuis 2022. Le PDG promet bien que l'inflation sera « contenue » pour 2026 et qu'aucun licenciement n'est en vue, mais on sait ce que valent les promesses de patrons, même quand ils essaient de se faire passer pour de gentils agneaux.

Camille Paglieri



Voitures thermiques : l'Europe au secours des constructeurs

Le 16 décembre, l'Union européenne a publié un ensemble de directives « assouplissant » l'objectif fixé aux constructeurs automobiles dans le cadre du Pacte vert européen.

Il s'agissait, au départ, d'atteindre la neutralité carbone en 2050, c'est-à-dire de tenter d'imposer aux constructeurs la production de véhicules moins polluants. La fin de la vente de ceux équipés de moteurs thermiques ayant été fixée à 2035, les différents constructeurs européens ont développé des stratégies permettant de sauvegarder le plus important, leurs profits.

Et de mettre au point des carburants dits verts, des motorisations plus ou moins alternatives, et les moteurs tout électrique. Des usines de fabrication de batteries ont poussé, arrosées de subventions publiques et de crédits impôt recherche, pour fournir à ces voitures électriques l'énergie nécessaire, étiquetée « verte » pour la bonne cause.

Mais voilà que les véhicules électriques peinent à se vendre. La plupart du temps fort chers, ils ne représentent, en Europe, qu'un véhicule vendu sur six. En France même, 90 % des véhicules roulent encore à l'essence ou au diesel. Depuis des mois donc, des pressions se sont exercées continuellement pour que les instances européennes assouplissent les exigences – pourtant acceptées par les industriels – et les fameuses normes qui seraient restrictives et coûteuses, donc pèseraient sur le prix de vente du véhicule.

Et la Commission européenne a reculé. L'objectif d'un arrêt total de la vente de véhicules à moteur thermique en 2035 a été revu à la baisse. Les constructeurs pourront encore fabriquer 10 % de véhicules à moteur thermique ou hybrides, à condition de parvenir à 90 % de « décarbonation »

en compensant par des « crédits carbone » obtenus par l'utilisation de carburant vert ou d'acier dit bas carbone fabriqué en Europe. Les constructeurs orientés vers le thermique jubilent, en particuliers en Allemagne, en Italie et en Pologne, où les investissements dans l'électrique n'ont pas atteint les mêmes niveaux qu'en Espagne et en France. Tous n'ont cessé de réclamer un élargissement des « normes ». Ce seraient ces « normes » coûteuses qui freineraient l'acquisition d'une voiture neuve, et pas son prix comparé au pouvoir d'achat en berne de l'acheteur potentiel.

La Commission a, en outre, tenu compte des craintes des constructeurs face au succès des petites voitures électriques fabriquées en Chine. Elle dotera les petits modèles électriques européens d'un calcul très avantageux en matière de CO₂, assorti de recommandations aux États membres, incités à leur accorder encore d'autres avantages.

Les constructeurs n'ont donc pas eu réellement à s'inquiéter. Non seulement ils ont en permanence l'oreille des institutions européennes, mais ils ont tous par avance réalisé d'importantes économies sur la masse salariale, en mettant des milliers de travailleurs à la rue. De plus, la Commission européenne a déjà annoncé un plan d'investissements de 1,8 milliard d'euros pour les gigafactories européennes de batteries, pour concurrencer les fabricants chinois. Si, de plus, les travailleurs sont maintenus dans l'inquiétude, tout va pour le mieux... pour les patrons.

Viviane Lafont



Spontex – Beauvais : ce sont les patrons qui nous coûtent cher !

D'après le journal *Le Courrier picard*, les 260 salariés de Spontex Beauvais fabriquent chaque année 350 millions d'éponges, soit 1,3 million chacun. À 1,5 euro l'éponge, chaque salarié rapporte donc environ 2 millions d'euros par an, pour une paye inférieure à 2 000 euros par mois.

Et les capitalistes prétendent que les ouvriers leur coûtent cher !

Correspondant LO

Constellium – Maine-et-Loire : grève pour les salaires



Lundi 15 décembre, près de la moitié des ouvriers de l'usine Constellium de Montreuil-Juigné (près d'Angers) ont fait grève pour une augmentation de salaire.

Les négociations annuelles obligatoires sur la revalorisation des salaires ont débuté il y a quelques semaines dans cette usine d'aluminium qui emploie plus de 250 travailleurs. Le groupe auquel elle appartient, coté à Wall Street, bat des records de profits depuis trois ans : un bénéfice net de 74 millions de dollars pour le seul premier semestre de 2025. Mais la direction ne propose que des miettes aux ouvriers : une augmentation de 25 euros brut par mois. La CGT, elle, revendique 150 euros par mois, ce qui n'a rien d'exorbitant comparé aux 750 000 euros que touche mensuellement J.M. Germain, le PDG du groupe.

Pour couronner le tout,

la direction propose la mise en place d'une prime d'équipe de 20 euros par mois pour les salariés travaillant en 3x8, à condition qu'ils signent un accord qui les empêcherait de plaider devant les tribunaux... qu'ils ont en fait droit à une prime d'équipe d'environ 100 euros par mois, comme le prévoit la convention collective de la métallurgie. Face à ce chantage et à ces propositions inacceptables, les sections syndicales CFDT et CGT ont appelé les salariés à débrayer chaque jour deux heures en fin de poste durant la semaine du 8 décembre, mouvement suivi par environ un tiers des ouvriers.

Constatant l'absence d'avancées, une centaine

d'entre eux se sont réunis jeudi 11 décembre en assemblée générale avec les syndicats, et ont décidé à la majorité de faire grève pendant la « *journée de cohésion* » organisée par la direction lundi 15 décembre. Environ la moitié des ouvriers de production en ont alors profité pour montrer une autre forme de cohésion : pas celle des ouvriers avec la direction, mais celle des ouvriers contre les mauvais coups d'une direction qui se moque d'eux. Et des dizaines de travailleurs ont animé toute la journée un chaleureux piquet de grève.

Les congés étant proches et la production de l'usine quasiment terminée pour 2025, les grévistes se sont donné rendez-vous en janvier pour décider de la suite du mouvement.

Correspondant LO

Sirops Teisseire – Crolles : contre les licenciements

Jeudi 11 décembre, les travailleurs de l'entreprise de sirops Teisseire ont à nouveau défilé à Crolles, près de Grenoble.

Depuis neuf semaines, à l'annonce de la délocalisation de la production chez un sous-traitant au Havre et du licenciement d'environ 200 travailleurs, la mobilisation ne faiblit pas et l'usine est à l'arrêt. Lors du rassemblement devant la mairie, les délégués CGT ont dénoncé les magouilles du groupe Carlsberg, propriétaire de Teisseire, une multinationale qui se porte pourtant très bien.

Un travailleur de la papeterie DS Smith de la Rochette, située à quelques kilomètres, a pris la parole pour dénoncer, lui aussi,

la fermeture de son entreprise et la suppression de ses 90 emplois.

Toute la vallée est fortement touchée par les licenciements. Aux disparitions d'emplois chez Teisseire et DS Smith, on peut rajouter des dizaines chez Atraltech (matériel électrique), Strycker (prothèses médicales) et des centaines chez STMicroelectronics (semi-conducteurs), la plus grosse entreprise locale, et ce malgré deux milliards d'aides publiques.

Parmi les nombreux soutiens présents, dont Sophie Binet de la CGT et Fabien

Gay, sénateur du PCF, on comptait aussi une forte délégation de livreurs à vélo. Ces travailleurs sans papiers expulsés de leur logement sont en grève pour leurs droits et campent depuis des jours dans les locaux de la Métropole, aidés par la CGT et le DAL (Droit au Logement).

Si les manifestants ont pu admirer sous le soleil et le ciel bleu la chaîne des montagnes enneigées de Belledonne, tous savent aussi que le temps n'est pas au beau fixe pour les travailleurs et qu'il faudra de sévères tempêtes pour faire reculer patrons et gouvernants.

Correspondant LO

Centre hospitalier du Nord-Mayenne : 2 000 manifestants pour l'hôpital

Samedi 13 décembre, à l'appel de l'association de défense de l'hôpital de Mayenne (AUDACE 53) et de plusieurs organisations syndicales, près de 2 000 personnes se sont rassemblées.

L'exigence du maintien du service d'urgence au Centre Hospitalier du Nord-Mayenne (CHNM) s'est exprimée. L'agence régionale de santé (ARS) souhaite le remplacer par une antenne médicale d'urgence qui accueillerait les patients de 8 heures à 18 heures, ce qui revient à généraliser la fermeture du service pendant la nuit, imposée de manière occasionnelle.

Ce n'est pas la première fois que différents services du CHNM se trouvent dans le viseur de l'ARS. À plusieurs reprises, la maternité avait été fermée pour diverses raisons selon l'ARS, et à chaque fois, les mobilisations massives avaient eu pour effet la réouverture rapide. Il y a quelques années, c'était le service de chirurgie qui était menacé, et là encore, la mobilisation avait fait reculer les dirigeants.

L'hôpital de Mayenne est un hôpital « moyen » et selon les prévisions de l'ARS,

il aurait dû devenir un « hôpital local », c'est-à-dire un gros dispensaire. Mais depuis 2016 et les premières attaques, les travailleurs de l'hôpital et de toute la région se sont constitués en association et se mobilisent à chaque attaque.

La dernière en date a été la fermeture des Urgences la nuit à partir de 20 h 30, afin de préparer la population au passage à « l'antenne médicale d'urgence ». L'annonce de la manifestation et le recueil, en moins de trois semaines, de près de 8 000 signatures sur une pétition ont déjà eu pour effet un premier recul, et les Urgences seront ouvertes jusqu'à 23 h 30. Ce n'est pas suffisant pour les manifestants, et ils sont prêts à se retrouver s'il le faut.

Et en effet la seule voie pour garder un hôpital pour la ville de Mayenne est bien la mobilisation de tous.

Correspondant LO

Safran – Villaroche : plus de travail, mais pas plus d'embauches !

Pour les actionnaires du groupe Safran, l'année 2025 s'annonce excellente. La direction prévoit 5 milliards d'euros de profits. Portées par l'expansion du trafic aérien et par le climat guerrier, les ventes de moteurs d'avion, civils comme militaires, s'envolent. Alors, à l'usine de Villaroche, en Seine-et-Marne, où sont assemblés les moteurs LEAP pour Airbus et Boeing et les M88 pour le Rafale, la direction cherche à augmenter partout le temps de travail. Cela se traduit par des heures supplémentaires tous azimuts. Pour l'instant, c'est au volontariat.

Régulièrement, à la production et à la logistique, on demande aux travailleurs

de faire deux heures de plus avant la prise de poste pour l'équipe du matin ou après pour l'équipe de l'après-midi. Le montage, travaille aussi les nuits et les week-ends. On en arrive au point où le nombre d'heures de travail légal par semaine est atteint, ou dépassé dans certains cas. Même dans les secteurs R & D des essais, indépendants de la production, la hiérarchie demande de plus en plus de venir travailler les jours fériés.

Pendant ce temps, les profits de Safran explosent et, partout, des milliers de travailleurs n'arrivent pas à trouver un emploi.

Correspondant LO

Brandt : 750 travailleurs à la rue, les actionnaires doivent payer !

Jeudi 11 décembre, l'annonce de la liquidation judiciaire du groupe électroménager Brandt a été un véritable coup de massue pour les 700 travailleurs des sites de production de Saint-Jean-de-la-Ruelle près d'Orléans, de Vendôme et ceux employés dans les sites commerciaux et administratifs de la région parisienne.



Devant l'usine Brandt Vendôme le 28 octobre.

Le choc a été d'autant plus brutal que beaucoup de travailleurs voulaient croire dans le projet de Scop, même si celui-ci ne prévoyait le maintien que de 295 emplois sur les deux sites de production. Au nom de la défense du « made in France », cette idée de coopérative était défendue par les syndicats de l'entreprise et soutenue par des fonds publics de la région Centre-Val de Loire, de la métropole orléanaise et de l'État. Sébastien Martin, ministre de l'Industrie, a envoyé un tweet déclarant « une profonde tristesse »,

en ajoutant : « On accompagnera les salariés pour faire en sorte que ce plan social soit bien construit ». Dans une colère feinte, le maire d'Orléans a répété qu'il avait manqué de temps pour convaincre les banquiers d'apporter les 4 millions manquant pour empêcher Brandt de disparaître au profit « des produits chinois ». Les responsables politiques, locaux ou nationaux, font ainsi preuve de la même hypocrisie ! Les banquiers, tout comme les actionnaires qui se sont succédé à la tête de Brandt, ne décident qu'en fonction des

profits qu'ils espèrent engranger, se lavant les mains du sort des travailleurs qu'ils ont jetés à la rue. En une trentaine d'années, 2 000 emplois ont disparu sur le site de St Jean-de-la-Ruelle. Les travailleuses et les travailleurs ont vu défiler bien des repreneurs : cela va des Français Thermor et Moulinex au groupe italien Elfi, en passant par l'Israélien Elco et l'Espagnol Fagor, jusqu'au dernier propriétaire en date, le groupe algérien Cevital. En 1982, l'entreprise avait même été reprise par Thomson, une société nationalisée qui avait supprimé près de 900 emplois, ce qui lui avait permis de voir ses bénéfices s'envoler ! Que le groupe soit français ou étranger, privé ou nationalisé, la loi du profit n'a jamais cessé de s'imposer avec ses exigences de rentabilité. À chaque rachat, les bénéfices étaient prélevés par les actionnaires, et c'était aux salariés qu'il était demandé d'éponger les pertes, en acceptant les licenciements, les salaires au rabais et la précarité. Pour les dirigeants successifs et les actionnaires, cela n'a jamais été la crise. Non seulement ils ont eu les

maines libres pour licencier, mais ils n'ont cessé de bénéficier d'aides de la part de l'État et des collectivités locales. Ainsi en 2008, l'État a versé sans aucune condition, 31 millions d'euros lors de la reprise du groupe par Fagor, et en 2014, il a versé 47,5 millions au groupe Cevital qui lui a succédé. Alors, se battre avec l'objectif de défendre « un fleuron français de l'électroménager » ou « nos industries » serait choisir une voie conduisant les travailleurs dans une impasse. Les patrons voudraient que les travailleurs croient « à leurs difficultés » alors qu'ils n'ont aucune voix au chapitre et ne peuvent même pas accéder aux comptes de l'entreprise. Le 15 décembre, la préfecture du Loiret a réuni 200 travailleurs du site en leur promettant de travailler sur un projet de reconversion. En sortant de cette réunion, un travailleur a déclaré à la presse : « Nous on a besoin de manger maintenant ». Il s'agit bien en effet de défendre le droit à l'existence des travailleurs, et c'est à cela que doivent servir les profits accumulés par les anciens actionnaires !

Correspondant LO



Les responsables sont en haut

Une pièce du toit d'un Ouigo s'est arrachée en route. Pour nous, l'accident était prévisible : on sait depuis longtemps que la pièce risque de se fissurer quand on la fixe. Il a fallu attendre l'accident pour que la direction fasse mine de s'intéresser au problème. Elle trouvera certainement une excuse après coup pour se dédouaner de toute responsabilité. SNCF Technicentre de Gerland

Ségrégation

Comme chaque année, beaucoup d'entre nous ne pourront pas écouler tous leurs repos avant la fin décembre, faute de personnel. Cette fois-ci la direction annonce qu'elle va en payer une partie mais pas aux ASH (agents de service hospitalier) qui enchaînent pourtant aussi les séries et les remplacements, ni à celles qui ne cochent pas la case « méritante ». On se demande bien comment la direction va pouvoir justifier cette discrimination. CHU Rouen Charles Nicolle

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie Lutte ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Mercosur : hypocrisie et division européenne

Hasard du calendrier, au moment où les éleveurs se mobilisent, en France, contre les abattages de troupeaux contaminés, l'Union européenne avait programmé au 20 décembre la ratification du traité de libre-échange avec les pays du Mercosur, le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay.

Malgré l'ajout par le Parlement européen de clauses dites de sauvegarde visant à « protéger la filière agricole », Macron et le gouvernement français ont réclamé un énième report de cette ratification.

Les discussions autour de ce traité ont démarré il y a plus de 25 ans, lors d'une période où la mondialisation de l'économie et la suppression des barrières douanières étaient l'alpha et l'oméga pour les pays les plus riches. Les mêmes ont pris aujourd'hui un virage protectionniste dont Trump fournit l'exemple. Dans ce type d'accord, les gagnants sont toujours les capitalistes les plus forts, tandis que les perdants sont les petits producteurs, de part et d'autre de l'Atlantique.

Du côté des gagnants, il

y a des groupes de l'automobile, de la chimie ou de la pharmacie comme Volkswagen, Renault, Bayer, Sanofi ou Merck ; des exportateurs de vin et de spiritueux comme le groupe Castel ou des groupes agroalimentaires comme Danone. Avec ce traité, ceux-là accéderaient au marché sud-américain sans avoir à payer de taxes. Du côté des perdants potentiels, il y a les producteurs, petits ou grands, de volailles, de sucre ou d'huile – dont fait partie Arnaud Rousseau, président de la FNSEA et dirigeant du groupe Avril, vent debout contre le Mercosur.

Ces intérêts contradictoires expliquent, sur ce sujet comme sur d'autres, les positions différentes affichées par les gouvernements européens.



Manifestation contre le Mercosur en septembre 2025.

L'Allemagne et l'Espagne, notamment, sont favorables à la ratification, tandis que la Pologne y est opposée. En France, les dirigeants politiques, du RN à LFI, sont unanimes pour dénoncer, en public, les méfaits de ce traité et se poser en défenseurs de l'agriculture tricolore. Cela leur permet de désigner le bœuf argentin ou le soja brésilien comme les principaux responsables des difficultés économiques d'une fraction des agriculteurs, en oubliant que ces derniers sont surtout étranglés par Lactalis ou Bigard, des agro-industriels bien français.

Ces postures protectionnistes n'ont pas empêché les gouvernements qui se

succèdent depuis 25 ans de négocier en coulisse le contenu de ce traité de libre-échange, pour défendre les intérêts des capitalistes européens qui lorgnent le vaste marché du Mercosur. Ainsi Macron, qui a demandé ces derniers jours « un report de l'examen du traité », le défendait en 2019 en affirmant : « Cet accord est bon pour nos entreprises et nos emplois ».

Les travailleurs, les consommateurs, les petits producteurs n'ont pas à choisir entre le

libre-échange et le protectionnisme. Sous le pouvoir des capitalistes, ils seront de toute façon pressurés pour être toujours plus productifs et pour payer leur nourriture ou leur voiture. Ils risqueront aussi d'être empoisonnés, que ce soit par les PFAS français ou par du bœuf brésilien traité aux antibiotiques. Quant aux petits producteurs, ils continueront de risquer la faillite, étranglés avant tout par les rois de la jungle capitaliste.

Xavier Lachau

Algérie : face à la répression, les cheminots mobilisés

Mercredi 26 novembre, en Algérie, une grève des personnels roulants de la SNTF (Société nationale des transports ferroviaires), partie de la base, s'est étendue à l'ensemble du réseau national, paralysant tout le trafic.

Les roulants ont exprimé avec vigueur la colère qui anime tous les cheminots après les promesses non tenues de la direction d'augmenter les salaires.

Ces promesses avaient été faites en juillet suite à l'appel à la grève lancé par Saïd Lounis, secrétaire de la fédération nationale des cheminots. Ce dernier avait alors été aussitôt arrêté et condamné à deux ans de prison pour « atteinte à l'ordre public ». C'est aussi contre ce climat répressif, la multiplication des sanctions et l'autoritarisme de la direction, que les roulants ont arrêté le travail.

Depuis des années, faute de moyens et d'entretien, le matériel et le réseau ferré algérien se dégradent, et les incidents se multiplient. La direction en fait porter la responsabilité aux

cheminots, qui sont traités de saboteurs, voire de criminels. Une centaine d'entre eux ont ainsi été suspendus. Aussi, en plus des augmentations de salaire, les cheminots exigent la réintégration de Saïd Lounis, qui a été libéré après cinq mois de prison et celle de tous leurs camarades suspendus.

Le 26 novembre, face au succès de la grève, le ministre des Transports promettait d'ouvrir un dialogue, mais le lendemain une dizaine de grévistes étaient arrêtés ainsi que le nouveau responsable de la fédération des cheminots, qui se défend d'être à l'origine de la grève. On lui reproche sans doute de ne pas avoir réussi à l'empêcher et d'avoir relayé les revendications des travailleurs. Une pétition

exigeant la libération de leurs camarades a été massivement signée par les cheminots. Ce cours répressif illustre combien les autorités craignent que la combativité des cheminots soit contagieuse. Partout dans le pays des travailleurs ne se résignent pas à leur sort, et pourraient leur emboîter le pas. C'est pourquoi le régime réprime par anticipation.

Le président Abdelmadjid Tebboune, qui se vante de la réussite économique du pays ainsi que de sa puissance militaire, n'a pas d'autre réponse à offrir à une population qui en fait s'enfoncer dans la misère. Il a fait adopter un budget militaire de 25 milliards de dollars mais les services publics sont à l'abandon et les infrastructures de transport sont dans un état lamentable. Une situation qui pourrit le quotidien des classes populaires et qui nourrit la colère.

Leïla Wahda

Inégalité des richesses : à réquisitionner !

Une poignée de multimilliardaires amasse, de plus en plus et de plus en plus vite, la plus grande partie de la richesse mondiale.

Les 56 000 adultes les plus riches, moins d'un cent-millième de la population mondiale, tiendraient à eux tous dans un stade de football. Ils possèdent pourtant trois fois plus de richesses que les 50 % les plus pauvres, 2,8 milliards d'adultes.

En zoomant davantage, on cible les 560 plus gros patrimoines, le club réservé à ceux qui détiennent au moins 4 milliards d'euros. La fortune de ceux-là enfle de 8,4 % par an. C'est là qu'on trouve les Mark Zuckerberg, les Elon Musk, les Warren Buffet, les Jeff Bezos mais aussi les Hermès, les Bettencourt, les

Bernard Arnault... Au centre de la loupe, les 56 plus gros sont assis sur une fortune supérieure à 22 milliards d'euros. Pour les réunir, il suffirait de la salle d'un restaurant... de luxe.

Il y a là une poignée de profiteurs qui dominent le monde et le gouvernement face à des milliards d'ouvriers, infirmières, petits cultivateurs, téléopératrices, pêcheurs, informaticiennes, employés de ménage, conducteurs de camion, livreurs, enseignants, caissières, marins... qui font tout fonctionner. Cherchez l'erreur !

Viviane Lafont



Le yacht de Bernard Arnault.